

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAMY TP

415 rue de la Poste
BP6
01200 Chatillon-en-Michaille
01200 Valserhône

Références : EB/MB/2025/L_231

Code AIOT : 0005901675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement FAMY TP implanté Lieu-dit "Les Lavières" 39350 Gendrey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 16 janvier 2025, autorisant la société FAMY TP à poursuivre son activité d'exploitation de carrière sur la commune de Gendrey jusqu'au 7 mai 2026 (arrêt d'extraction le 7 mai 2025). La visite d'inspection vise à contrôler le respect de certaines dispositions des arrêtés applicables à l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAMY TP
- Lieu-dit "Les Lavières" 39350 Gendrey
- Code AIOT : 0005901675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAMY TP est autorisée à exploiter une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Gendrey par arrêté préfectoral n°625-56/2003 du 7 mai 2003, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2025-05-DREAL du 16 janvier 2025. Récemment, la société ROGER MARTIN a fait l'acquisition de la société FAMY TP. A priori, cette acquisition n'entraîne pas de changement d'exploitant des carrières FAMY TP.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 16/01/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 07/05/2003, article 21.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/05/2003, article 20.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bruit (mesures périodiques)	AP Complémentaire du 16/01/2025, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Vibrations	AP Complémentaire du 16/01/2025, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
2	Liste des installations	AP Complémentaire du 16/01/2025, article 2	Sans objet
6	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2022, la société FAMY TP a connu plusieurs évolutions organisationnelles. L'activité sur le

site de Gendrey a fortement diminué. La carrière n'est exploitée que par campagnes de quelques mois par an. Les matériaux extraits sont traités sur place à l'aide d'installations mobiles de concassage-criblage.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'activité du site n'avait pas repris. Les derniers tirs de mines remontent à 2022. Un dossier de demande de prolongation de la durée de l'autorisation est actuellement en cours d'instruction.

L'exploitant doit transmettre un acte de cautionnement solidaire à jour, couvrant la période restante jusqu'à la fin de l'autorisation, soit jusqu'au 7 mai 2026.

Par ailleurs, l'inspection relève un dépassement de la cote minimale d'exploitation, constituant une non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan de carrière à ciel ouvert
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : La dernière mise à jour du plan d'exploitation date du 12 mars 2025. Il contient l'ensemble des informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2025, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Installations

Prescription contrôlée :

La liste des installations classées du site indiquée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
----------	-------------------------------	------------------	--------

	installations		
2510-1	Exploitation de carrière	Extraction à ciel ouvert d'une carrière de roches massives calcaires Niveaux de production autorisée : voir article 3	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.	Installation de traitement (criblage-concassage-lavage) Puissance totale des installations : 310 kW	E
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant	9 500 m ²	D

	transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .		
--	--	--	--

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau maximal d'activité pour les installations indiquées dans le tableau ci-dessus. Les justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Constats :

Rubrique 2510-1 : l'exploitation de la carrière est menée ponctuellement, par campagnes de 2 mois par an (abattage par tirs de mines puis traitement par unité mobile). L'exploitant n'est plus autorisé à exploiter ni à réaliser des tirs de mines sur le site de Gendrey depuis le 7 mai 2025.

Rubrique 2515-1-a : la puissance totale des installations est supérieure à 200 kW. Le concasseur a une puissance de 310 kW, le crible a une puissance de 75 kW. Ainsi, la puissance maximale de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est de 385 kW.

Rubrique 2517-1 : la surface de l'aire de transit est inférieure à 10 000 m².

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2025, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Acte de cautionnement

Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
De la date de signature du présent arrêté jusqu'au 7 mai 2026	142 189	128,6 (septembre 2023)

L'exploitant fournit au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement et pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement (montant de 142 189 €) expire le 31 décembre 2025 à 18 heures. Or, l'exploitant dispose d'une autorisation jusqu'au 7 mai 2026 avec un arrêt de l'extraction le 7 mai 2025.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant n'a pas fourni au préfet un acte de cautionnement solidaire mis à jour depuis la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2025-05-DREAL du 16 janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le document attestant de la constitution des garanties financières conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2003, article 21.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité : le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté l'affichage des consignes de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Post-inspection, les consignes de sécurité à jour ont été transmises à l'inspection. Elles comportent l'ensemble des informations réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra des photographies des consignes de sécurité complétées et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Profondeur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2003, article 20.1
Thème(s) : Autre, Modalités d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La profondeur d'extraction maximale ne devra pas dépasser le niveau de base 269 cote NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité : l'inspection constate un dépassement de la cote minimale, avec une altitude relevée allant jusqu'à 264.4 m NGF, soit en deçà de la limite fixée à 269 m NGF.</p> <p>À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis une note en date du 6 mai 2025 apportant des justifications techniques à ce dépassement. Il y explique que l'altitude minimale du site (au niveau du carreau) avait été mal estimée lors de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation initiale en 2003. Les relevés GPS effectués fin 2024 indiquent une altitude minimale réelle de 264,4 m NGF.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant doit solliciter une modification de la prescription concernée dans le cadre du porter à connaissance relatif à la demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de la carrière, en présentant tous les éléments nécessaires (analyse des incidences, dispositions compensatoires...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences</p>

<p>définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesures a été réalisée entre octobre et novembre 2024.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques dans l'environnement s'appuie sur l'utilisation de plaquettes de dépôt. Deux stations de mesure ont été installées autour du site. La station n°1, située au fond de la carrière, a été volée au cours de la campagne, ce qui a empêché la réception des données correspondantes.</p> <p>Les mesures effectuées sur la station n°2 indiquent une teneur moyenne en poussières inférieure à la valeur de référence de 200 mg/m²/jour, ce qui traduit un niveau d'empoussièrement faible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bruit (mesures périodiques)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2025, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, dans les trois mois suivant la signature du présent arrêté, puis annuellement, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesures des émissions sonores date de 2021. Les résultats des mesures réalisées en limite de propriété et en ZER sont conformes à la réglementation.</p> <p>Non-conformité : l'activité de la carrière n'ayant pas repris depuis la délivrance de la nouvelle autorisation, l'exploitant n'a pas réalisé, dans les trois mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire, les campagnes de mesures des émissions sonores prévues.</p> <p>Il a toutefois transmis à l'inspection un devis établi par un organisme qualifié pour l'année 2025, en vue de la réalisation de ces mesures dès la reprise de l'activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de la prochaine campagne de mesures des émissions sonores.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Vibrations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2025, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées selon les trois axes de la construction.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. Une mesure des vibrations est à effectuer lors de chaque tir de mines. La procédure doit décrire précisément les conditions de mesurage et de mise en place des capteurs (représentativité de la mesure, incertitude liée à la mesure, étalonnage des appareils, points de mesure, socle...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers tirs de mines datent de 2022. Pour en contrôler les effets, des mesures du niveau de vibrations sont effectuées à l'aide de trois sismographes installés près de constructions situées à proximité de la carrière (maisons d'habitations ou bâtiments occupés par des tiers). Les résultats sont conformes à la réglementation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents techniques relatifs à l'intervention de la société extérieure en charge des travaux de foration et d'abattage des matériaux par tirs de mines.</p> <p>Non-conformité : toutefois, la procédure ne décrit pas précisément les conditions de mesurage et de mise en place des capteurs (représentativité de la mesure, incertitude liée à la mesure, étalonnage des appareils, points de mesure, socle...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois